

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

American Airlines • (Page 08)

Faire voler des Boeing 737 MAX avant fin 2020

American Airlines prévoit de remettre en service ses Boeing 737 MAX pour des vols commerciaux...

BIDC en deuil • (Page 09)

Décès du président sortant Bashir Mamman IFO

Bashir Mamman IFO, le Président sortant de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est décédé...



Mobilisation accrue des ressources du FIDA

• (Pages 03)

L'appel de Faure Gnassingbé aux dirigeants du monde



Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU)

• (Page 04)

Les acteurs en conclave pour valider le MGP

Orientation budgétaire

Le DPBEP 2021-2023 en débat au parlement

A l'Assemblée nationale, ce mardi 20 octobre 2020, a eu lieu un débat sans vote sur le Document d'orientation Budgétaire (DOB) en présence du ministre... • (Page 02)

Prévention des conflits • (Page 11)

Des jeunes leaders d'Associations formés par WANEP-Togo

L'Association des Jeunes pour le Devoir Citoyen (AJDC) était en formation le mardi 20 octobre....

Mobile Money au Togo • (Page 04)

607 milliards FCFA de transactions en 2018

Au Togo, le nombre d'utilisateurs d'argent mobile est passé de 83 000 en 2013 à 1,9 million en 2017 pour atteindre 2,3 millions en 2018 (soit près de 30%...

Côte d'Ivoire & Ghana

Le MAFDE et OCP Africa s'associent pour l'accès aux engrais

La Banque africaine de développement (BAD) a donné son accord à une participation du Mécanisme africain... • (Page 06)

PROMOTION DES PRODUITS TOGOLAIS EN FRANCE

La Togolaise EGGLEY Véronique et sa compagnie Bioperfect, mettent les produits du Togo et de l'Afrique de l'ouest à l'honneur du **26 au 31 octobre** de 9H à 19H à l'hypermarché E.LECLERC de St Ouen l'Aumône .
Les pays concernés par cette campagne sont : Togo , Cote d'Ivoire, Sénégal, Mali, Ghana, Burkina Faso, Guinée , Niger.

Les partenaires :



Orientation budgétaire

Le DPBEP 2021-2023 en débat au parlement

A l'Assemblée nationale, ce mardi 20 octobre 2020, a eu lieu un débat sans vote sur le Document d'orientation Budgétaire (DOB) en présence du ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. Ceci, après l'étude au fond du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023.



● Joël YANCLO

« Je voudrais encore une fois Madame la deuxième Vice-Présidente vous remercier, remercier votre auguste assemblée et particulièrement la Commission des finances du Ministère de l'Economie et des Finances et son président pour la qualité du travail qui a été fait, la qualité des débats et aussi la pertinence de vos observations et recommandations dans le cadre de ce Débat d'Orientation Budgétaire, et ces observations et ces recommandations seront prises en compte évidemment par le Gouvernement dans le cadre de ses politiques économiques et budgétaires. Donc encore une fois merci de cet enrichissement ; c'est un exercice très très important pour nous, pour le Gouvernement et nous allons, l'année prochaine essayer donc comme je l'ai dit, de vous transmettre le DPBEP beaucoup plus tôt nous l'espérons que la date limite de 30 juin de sorte vraiment à nous permettre de nous enrichir de vos

pertinentes recommandations dans le cadre de l'élaboration du budget. Je vous remercie Madame la Présidente. Merci Monsieur le Président de la Commission », a déclaré, le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya à la fin du débat sans vote à l'Assemblée Nationale ce jour du Document d'orientation Budgétaire (DOB), après l'étude au fond du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2021-2023. Pour sa part la deuxième vice-présidente de l'Assemblée Nationale Ibrahima Mémounatou indique que : « Cet exercice préfigure l'essentiel des priorités qui sont affichées dans le projet de budget, gestion 2021. L'institution parlementaire vient de s'acquitter de cette obligation capitale qui lui a permis d'être informée de l'évolution de la situation financière de notre pays ». Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) est institué par la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois

de finances (LOLF), notamment en son article 52. Le DPBEP 2021-2023 intervient dans un contexte marqué au plan national par les effets de la pandémie de la maladie à coronavirus (Covid-19) qui nécessitent un renforcement des actions pour atténuer lesdits effets sur la situation économique du pays. Aussi, intervient-il, dans un contexte marqué par la fin du programme Facilité élargie de crédits (FEC) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2018-2020. Il projette, pour une période de trois ans (2021-2023), les recettes et dépenses budgétaires par grandes catégories ainsi que les ressources et les charges de trésorerie. Le DPBEP 2021-2023 est structuré principalement autour de quatre points : évolution économique internationale et régionale, évolution récente et perspectives économiques nationales, évolution récente et perspectives des finances publiques ; priorités et stratégie budgétaire en matière d'allocation globale des ressources.

AUX DECIDEURS ...
Une première Victoire !

Dans la peau de Premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé a accordé son premier entretien à un média étranger. Et c'est Radio France internationale (RFI) que la cheffe du gouvernement a choisi pour cette première sortie à l'international depuis sa nomination le 28 septembre 2020.

Dans l'émission « Invité Afrique » de RFI du lundi 19 octobre 2020, Victoire Tomégah-Dogbé s'est prononcée sur différents sujets de la vie publique togolaise.

Du discours de politique générale devant l'Assemblée nationale au un séminaire gouvernemental en passant par l'actualité politique, Victoire Tomégah-Dogbé s'est voulu rassembleur.

Car, le Togo entend résolument approfondir sa transformation et offrir de meilleures perspectives à chacun de ses citoyens. Cette sortie médiatique a été une occasion pour le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé de rappeler à nouveau cette ambition portée par la nouvelle équipe gouvernementale, et qui mise fortement sur la dématérialisation.

« Aujourd'hui il est important de rendre la vie beaucoup plus facile aux citoyens », a déclaré la Cheffe du Gouvernement. « Il faut simplifier les procédures », a-t-elle insisté. Pour y arriver, « le digital doit être au cœur de tout ce que nous faisons », a poursuivi la locataire de la Primature, « et encore plus pendant cette période de crise sanitaire ».

« La gestion de la Covid-19 nous a montré qu'il faut absolument digitaliser nos processus, l'administration et l'économie de notre pays », a-t-elle déclaré au micro de RFI.

Et si des jalons ont déjà été posés depuis quelques années dans ce sens, de nombreuses réformes sont attendues dans presque tous les secteurs, afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et la productivité des acteurs privés, ou encore renforcer la compétitivité du pays. « Nous devons nous mettre au travail, nous n'avons pas de temps à perdre », a une nouvelle fois exhorté Victoire Dogbé, comme lors de sa déclaration de politique générale où la cheffe du gouvernement a pris l'engagement de renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, de dynamiser la création d'emplois et de moderniser le Togo en renforçant ses structures, conformément au Plan national de développement.

Ainsi, le gouvernement s'engage dans les prochaines années à améliorer davantage les conditions de vie et de travail des Togolais à travers le territoire national. Ceci, grâce à plusieurs projets dans tous les domaines.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Mobilisation accrue des ressources du FIDA

L'appel de Faure Gnassingbé aux dirigeants du monde

Le Chef de l'Etat togolais SEM Faure Essozimna Gnassingbé et ses pairs africains ont lancé un appel aux dirigeants du monde entier à accroître leur financement en faveur du Fonds international de développement agricole (FIDA).

• Bernard AFAWOUBO

En vue de l'avènement de communautés rurales dynamiques pouvant assurer une vie à l'abri de la pauvreté et de la faim, le Chef de l'Etat togolais et ses pairs ont plaidé pour un investissement accru dans les projets de développement Fonds international de développement agricole (FIDA). C'était à travers une lettre co-signée avec ses homologues de l'Angola, du Bénin, du Faso, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Kenya, du Sénégal et de la Sierra Leone. «Il est aujourd'hui plus important que jamais d'investir dans le renforcement de la résilience des populations rurales pour assurer la sécurité alimentaire, protéger les moyens d'existence des populations rurales, garantir que les progrès accomplis au fil des ans ne seront pas réduits à néant et éviter que d'autres habitants des zones rurales ne basculent dans la pauvreté et la faim » ont-ils souligné. Selon ces dirigeants africains, ces res-

sources mobilisées contribueront à «la transformation des économies rurales et des systèmes alimentaires partout dans le monde, et donneront au Fonds les moyens de doubler son impact d'ici à 2030 et de contribuer à éliminer la pauvreté et la faim », c'est ce qui sous-tend ce vibrant appel lancé à chaque pays afin de contribuer à l'augmentation significative des contributions à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Pour rappel, le Fonds international de développement agricole (FIDA) qui est une institution financière internationale créée en 1977, est un organisme spécialisé des Nations Unies. Partenaire privilégié du Togo, le FIDA accompagne le pays dans sa politique d'autonomisation des populations rurales. Il œuvre pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience notamment à travers les initiatives nationales telles que le MIFA et le PNPER.

Investir dans la



population rurale offre une solution à long terme

Pour libérer l'humanité de la pauvreté et de la faim, il faut commencer par le monde rural. On estime que trois

milliards de personnes – soit environ 40% de la population mondiale – vivent en milieu rural dans les pays en développement. La plupart d'entre elles tirent leurs revenus et leur nourriture de l'agriculture paysanne et familiale. Les populations rurales produisent les denrées alimentaires qui nourrissent leurs pays, mais elles souffrent de la pauvreté de manière disproportionnée: 80% des femmes, des enfants et des hommes touchés par l'extrême pauvreté vivent en milieu rural et non en ville. Investir dans la population rurale offre une solution à long terme à de nombreux problèmes qui se posent à nous aujourd'hui. La faim, la pauvreté, le chômage des jeunes et les migrations forcées sont autant de sujets profondément enracinés dans les zones rurales, et qui peuvent tous connaître des avancées considérables grâce à des investissements dans l'agriculture paysanne et le développement rural inclusif. Pourquoi l'agriculture ? En Afrique subsaharienne, l'investissement dans l'agri-

culture peut être jusqu'à onze fois plus efficace pour réduire l'extrême pauvreté qu'un investissement dans tout autre secteur. Pourquoi ? Parce que les petites exploitations agricoles prospères fournissent des emplois aux

travailleurs non qualifiés. Les petites fermes familiales génèrent des revenus qui sont dépensés dans les communautés rurales et qui stimulent l'économie locale, ce qui contribue aussi à assurer la paix et la sécurité.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU)

Les acteurs en conclave pour valider le MGP

Le Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière à travers le secrétariat permanent du PIDU (SP-PIDU), a organisé ce mercredi 21 octobre 2020 un atelier de validation nationale du document du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU).



● Bernard AFAWOUBO

Le gouvernement togolais avec l'appui financier de l'Association Internationale de Développement (IDA) met en œuvre le Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) dont l'objectif de développement est l'amélioration de l'accès à des infrastructures et services urbains de base dans les quartiers mal desservis de trois villes notamment Lomé la capitale, Kara et Dapaong. La bonne gouvernance et la gestion efficace et efficiente des ressources font partie intégrante du développement. Elles sont perçues comme indispensables à la réduction de la pauvreté. Au regard de la multiplicité d'acteurs appelés à fournir conjointement leurs efforts pour parvenir aux résultats attendus dans le cadre du PIDU, il est évident que ces acteurs, disposent d'intérêts qui peuvent enfreindre à la qualité des résultats attendus et entraîner des plaintes. D'où la nécessité de mettre en place un mécanisme consensuel permettant de bien gérer les potentielles plaintes liées à l'exécution dudit projet. C'est ce qui a d'ailleurs motivé l'organisation d'un atelier de validation du mécanisme de gestion des plaintes ce mercredi 21 octobre 2020 à Lomé. Au cours de cet atelier, il sera question pour les participants d'analyser et d'apporter

ter d'éventuelle correction afin d'aboutir à la validation nationale du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU). Dans son discours d'ouverture, Koffi Tsolenyanou, Ministre de l'Urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière a indiqué que dans le cadre de la politique de développement du Togo à l'horizon 2025, le Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE a assigné deux objectifs au ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière. Il s'agit de permettre à tous les Togolais d'accéder à un logement décent et d'accélérer l'immatriculation des terrains dans le pays. Pour réaliser ces objectifs, il a été élaboré quatre indicateurs sur lesquels nos actions seront évaluées. Il s'agit d'arriver à construire 20 000 logements décents et à coûts abordables à l'horizon 2025, d'immatriculer 30% du territoire national, de permettre à 15% de la population d'accéder aux ouvrages d'assainissement d'eau usée et enfin de permettre à 86% de notre population d'accéder à des ouvrages d'assainissement. Afin d'atteindre ces objectifs et traduire dans les faits la vision du Chef de l'Etat, il est important que l'ensemble des acteurs restent mobilisés dans la mise en œuvre du Projet d'infrastructures

et de développement urbain » a-t-il déclaré. « Cet atelier est d'une importance capitale et nous servira de cadre de partage et d'échanges d'expériences et de connaissances pratiques sur l'arbitrage, la gestion des plaintes et des conflits dans le cadre du PIDU. C'est pourquoi, je vous exhorte à une participation active et à des contributions constructives, afin qu'à l'issue de cette précieuse rencontre, une nouvelle dynamique puisse être impulsée au PIDU en matière de gestion des plaintes » a-t-il laissé entendre. « Nous avons constaté lors de l'élaboration du MGP, que tous les acteurs consultés ont manifesté un intérêt considérablement accru pour un mécanisme de règlement des plaintes, et pour le retour d'informations de toutes les parties prenantes pour améliorer les produits et les opérations du PIDU. Il nous reste cependant un long chemin à parcourir une fois le MGP validé et ce n'est

qu'en œuvrant ensemble de concert que nous atteindrons nos objectifs fondamentaux. Je considère qu'en ce sens, la prochaine étape qui sera consacrée à une large diffusion du MGP dans les villes participantes jouera un rôle primordial pour l'avenir du PIDU » a expliqué Marcelin Blakimè Directeur général des infrastructures et de Développement Urbain.

Qu'est-ce qu'un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) ?

Un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) est un système de collecte, de gestion, de résolutions et de réponses pour les questions et les plaintes de tous les acteurs d'un projet, ainsi que de retour d'informations de toutes les parties prenantes pour améliorer les produits et les opérations. Les mécanismes de gestions des plaintes portent une variété de noms, y compris les mécanismes de résolution des plaintes ou de griefs, les mécanismes de recours et médiation. La finalité du Mécanisme de Gestion des Plaintes est de susciter l'adhésion des communautés et autres parties prenantes aux objectifs du projet. Il a pour objectif de de traiter de manière équitable, efficace, transparent, et participatif, les plaintes et doléances dans le cadre de l'exécution des activités en vue de faciliter une bonne mise en œuvre du PIDU.



Mobile Money au Togo

607 milliards FCFA de transactions en 2018

Au Togo, le nombre d'utilisateurs d'argent mobile est passé de 83 000 en 2013 à 1,9 million en 2017 pour atteindre 2,3 millions en 2018 (soit près de 30% de la population togolaise). Ceci représente, une croissance annuelle de 95% sur la période considérée (2013-2018), avec un pic de 21%, sur les deux dernières années (2017-2018).



L'information émane de l'Autorité de Régulation et des Postes (ART&P), dans un rapport qui met en évidence la croissance ainsi soutenue que connaît le Mobile Money dans le pays. En termes de valeur, renseigne l'ART&P, le volume global de transactions en 2018 est de 607,7 milliards FCFA, comptant pour 61 millions de transactions, et une moyenne de 1,6 milliard FCFA de transactions par jour avec environ 10 000 par transaction opérée. En volume, les transactions ont connu une hausse de 54% par rapport à 2017, signe du dynamisme du secteur. Dans la foulée,

les points de vente ont également suivi cette tendance haussière (+9%, entre 2017 et 2018). Des chiffres qui auront certainement maintenu leur élan, jusqu'en cette année 2020, porté par la digitalisation amorcée au Togo, et renforcé encore plus par la pandémie, qui a forcé à limiter les contacts physiques. Rappelons que ce secteur, florissant et plein de potentiel, est pour le moment partagé au Togo entre les opérateurs Togocom (avec sa plateforme TMoney) et Moov (Flooz). À titre d'illustration, 62,7% des abonnés mobiles utilisent le service d'argent mobile, avec un taux de pénétration du service financier mobile par rapport à la population, estimé à 52%.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BIOPERFECT

BIOPERFECT et LECLERC mettent l'Afrique à l'honneur

DU 26 AU 31 OCTOBRE 2020 DE 09H À 19H



Venez découvrir notre sélection Afrique
à *l'Hypermarché E.Leclerc Saint Ouen L'Aumône

AGROALIMENTAIRE / COSMÉTIQUES / BOISSONS



BIOPERFECT



Afrikan Things



06 15 05 33 43

Côte d'Ivoire & Ghana**Le MAFDE et OCP Africa s'associent pour l'accès aux engrais**

La Banque africaine de développement (BAD) a donné son accord à une participation du Mécanisme africain de financement du développement des engrais (MAFDE) dans une garantie de crédit commercial partiel d'un montant de quatre millions de dollars américains prise aux côtés d'OCP Africa, filiale du groupe OCP.



● **Nicole ESSO**

Ce projet réduira les risques potentiels tout au long de la chaîne de valeur agricole et permettra d'améliorer, en Côte d'Ivoire et au Ghana, l'accès aux intrants de qualité, en particulier les engrais. Le projet, qui couvre une période de trois ans (2020-2023) permettra d'aider 430 000 petits exploitants agricoles, dont 104 000 femmes, et facilitera leur accès à des intrants agricoles de qualité à des prix abordables ainsi qu'à des formations aux bonnes pratiques agricoles. Le projet s'appuiera sur l'initiative « Agribooster » d'OCP Africa, qui repose sur une approche inclusive destinée à faciliter l'accès des exploitants à des intrants de qualité, à une formation, à des crédits et à la mise en place de liens commerciaux, afin d'augmenter les rendements et les revenus tout en améliorant les moyens de subsistance. Cette opération devrait stimuler la productivité et contribuer à une augmentation de 35 % des rendements de riz et de maïs au Ghana et de 30 % des rendements de riz en Côte d'Ivoire. Dans cette optique, OCP Africa et le MAFDE apporteront, chacun, deux millions de dollars en garanties de crédit commercial. Pour le premier vice-président d'OCP Africa pour l'Afrique de l'Ouest, Lahcen Ennahli, « ce partenariat avec la Banque africaine de développement permettra d'intensifier et d'étendre les activités mises en œuvre dans le cadre de l'Initiative « Agribooster ». Nous pensons que cette initiative servira de modèle pour inciter davantage les autres partenaires du secteur privé et du développement à conclure des accords similaires de partage de risques, qui auront un effet multiplicateur positif sur les exploitants agricoles, notamment dans le contexte actuel de pandémie de Covid-19, qui constitue une grave menace pour leur prospérité ainsi que pour la sécurité alimentaire,

les intrants et le savoir-faire agricole. » « La Banque africaine de développement se réjouit de s'associer à OCP Africa dans le but d'atteindre l'objectif d'augmentation de la productivité agricole inclus dans la stratégie de la Banque, « Nourrir l'Afrique », a affirmé Martin Fregene, directeur en charge de l'Agriculture et de l'agro-industrie à la Banque. Ce projet s'ajoutera aux opérations de la Banque destinées à améliorer l'accès des petits exploitants aux intrants agricoles modernes dans le but d'accroître la productivité et de promouvoir les exploitations agricoles comme type d'entreprise rentable et viable en Afrique. » Ce projet s'inscrit dans les programmes de développement nationaux des deux pays. Il soutiendra la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la riziculture en Côte d'Ivoire et celle du programme « Planting for Food and Jobs » (Planter pour se nourrir et créer des emplois) au Ghana. « À travers ce projet, le Mécanisme africain de financement du développement des engrais remplit sa mission de soutien aux pays d'Afrique dans l'atteinte de l'objectif de l'Union africaine consistant à utiliser au moins 50 kilos d'engrais par hectare sur le continent africain », a précisé Marie Claire Kalihangabo, coordonnatrice du MAFDE. « Ce projet représente un bon exemple de partenariat nécessaire pour transformer la vie des exploitants agricoles africains et les aider à passer d'une agriculture de subsistance à l'agro-industrie », a conclu Younes Addou, vice-président en charge des finances à OCP Africa.

À propos du Mécanisme africain de financement du développement des engrais

Le Mécanisme africain de financement du développement des engrais (MAFDE) a

été créé à la suite de la Déclaration d'Abuja en 2006. Par cette déclaration, les États membres de l'Union africaine se sont engagés dans une initiative visant à améliorer la productivité agricole en apportant le financement nécessaire pour stimuler l'utilisation des engrais en Afrique afin d'atteindre l'objectif de l'utilisation de 50 kg de nutriments par hectare. Le MAFDE est géré par la Banque africaine de développement dans le but d'accélérer le développement de l'agriculture dans le contexte de la Vision pour la sécurité alimentaire en Afrique, des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

À propos d'OCP Africa

Créée en 2016, OCP Africa, filiale du Groupe OCP, a pour objectif de contribuer au développement d'écosystèmes agricoles intégrés en Afrique. OCP Africa travaille main dans la main avec les exploitants agricoles pour contribuer à développer le potentiel agricole du continent africain à travers des solutions adaptées aux conditions locales et aux besoins des sols et des cultures. En collaboration avec un réseau de partenaires, comprenant des gouvernements, des organisations à but non lucratif et des entreprises, OCP Africa se consacre en permanence à mettre en place toutes les conditions nécessaires favorables aux exploitants agricoles. OCP Africa est présente dans de nombreux pays d'Afrique grâce à la création de filiales et/ou de bureaux de représentation (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie). Elle s'attache également à assurer la production d'engrais à des prix compétitifs à proximité des grands bassins agricoles, à renforcer ses capacités logistiques et à développer de nouveaux réseaux de distribution locaux.

Infrastructures**Niamey-Nyala, un programme de 400 milliards FCFA**

Ces dernières années, dans le cadre du programme de modernisation de la ville baptisé Niamey- Nyala, la capitale nigérienne a bénéficié de la réalisation de plusieurs infrastructures. Le coût total de ces réalisations est estimé à plus 400 milliards de francs CFA, révèle l'agence nigérienne de presse.

Ces infrastructures s'inscrivent notamment dans le cadre de l'amélioration de la mobilité urbaine, de l'aménagement urbanistique et du développement d'offres sociales et énergétiques. Ainsi 3 échangeurs au niveau des carrefours ont été mis en services, un 3e pont est en construction sur le fleuve Niger et l'aéroport international Diori Hamani a été rénové. À cela, s'ajoute, la réalisation de la route des Ambassades, l'aménagement de la Vallée de Gountou Yéna, la construction de plusieurs hôtels, la construction du centre de conférence internationale Mahatma Gandhi,



la mise en service de l'hôpital de référence de Niamey, de la Centrale thermique de Gorou Banda, de la centrale thermique de Goudel, le lancement des travaux du mémorial des martyrs et la construction de l'hôtel des

finances. Le programme Niamey-Nyala ne compte pas s'arrêter là, de nouveaux projets sont en cours pour faire de la capitale nigérienne l'une des plus belles villes d'Afrique.

Avec Niamey et les 2 jours

Lutte contre la faim**Le PAM appelle le secteur privé à contribuer davantage à l'effort mondial**

Le Programme alimentaire mondial (PAM) souhaite une plus grande participation des milliardaires et des grandes sociétés mondiales aux efforts de lutte contre la faim. L'organisation veut en effet frapper à toutes les portes pour mobiliser le financement nécessaire à ses opérations.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a exhorté les milliardaires ainsi que les grandes entreprises privées mondiales à se joindre au mouvement d'ensemble de lutte contre la faim dans le monde. L'information a été relayée par Bloomberg. D'après David Beasley (photo), directeur exécutif du PAM, cet appui est d'autant plus nécessaire compte tenu des besoins importants en financement de l'organisation. En effet, celle-ci recherche activement près de 7 milliards \$ pour mener ses interventions sur le prochain semestre jusqu'en mars prochain et compte mobiliser 15 milliards \$ supplémentaires en 2021. Par ailleurs, avec la pandémie de coronavirus, plusieurs observateurs



craignent que les contributions des Etats qui représentent la principale manne financière du PAM soient réduites. «L'année prochaine nous angoissons au-delà de l'imagination. Immédiatement ou à court terme, nous avons besoin que le secteur privé mette la main à la poche pour combler le déficit. Dans le cas contraire, la situation pourrait être catastrophique. Nous avons le vaccin contre la faim et cela a un nom : la

nourriture. Nous avons juste besoin d'argent», indique M. Beasley. Déjà, indique le dirigeant, le trader agricole Cargill a annoncé un soutien de 1 million \$ au PAM tandis que l'entreprise agroalimentaire Mars a accordé un don de 2 millions \$ à l'organisme onusien. Pour rappel, les principaux pays contributeurs au budget du PAM sont entre autres les USA, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Agence Ecofin

Acceptation des cryptomonnaies**Le Nigeria, premier pays au monde**

Une enquête internationale a révélé que les Nigériens sont ceux qui disent accepter le plus les cryptomonnaies. L'engouement pour les monnaies digitales dans le pays est tel que le régulateur des marchés financiers est intervenu.

Un nombre plus important de personnes originaires du Nigeria ont indiqué utiliser ou détenir des cryptomonnaies. C'est ce que révèle une enquête internationale organisée par la plateforme de publication des données Statista. Cela fait de ce pays africain le premier au monde en nombre d'utilisateurs de ce système de monnaie digitale. Cette information vient confirmer celle donnée par la plate-

forme blockchain.com qui en août 2020, a déclaré que son plus gros portefeuille d'utilisateurs est basé au Nigeria. La tourmente sur les marchés financiers déclenchée par la covid-19 a définitivement changé la façon dont les Nigériens voient l'ensemble du système financier. Ils sont plusieurs dans ce pays de 200 millions d'habitants à faire du trading et le manque d'opportunités concrètes doublé d'un contrôle strict de change a

poussé certains à rechercher des alternatives. Des données également obtenues sur google trend montrent que le Nigeria est en tête du peloton des pays du monde à partir desquels se font les recherches sur le bitcoin. L'engouement des Nigériens pour les monnaies digitales a poussé le régulateur des transactions financières, la Securities and Exchange Commission, à prendre les devants et fixer les règles.

Agence Ecofin

BRVM 10

113,47

Variation Jour

↓ -0,84 %

Variation annuelle

↓ -23,90 %

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE

LA COTE

N° 202

mardi 20 octobre 2020

Site : www.brvm.org

BRVM Composite

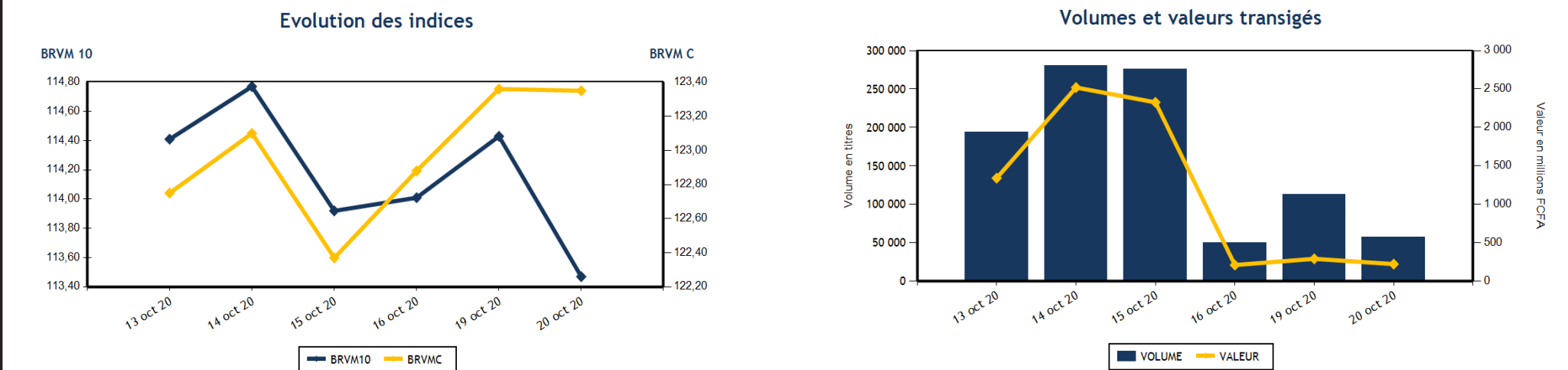
123,35

Variation Jour

↓ -0,01 %

Variation annuelle

↓ -22,54 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 706 304 513 191	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	57 068	-49,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	220 736 855	-21,98 %
Nombre de titres transigés	35	0,00 %
Nombre de titres en hausse	12	-14,29 %
Nombre de titres en baisse	14	55,56 %
Nombre de titres inchangés	9	-25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 320	7,47 %	-21,76 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	6 600	5,60 %	-14,29 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 065	4,41 %	-38,26 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 650	4,29 %	-43,59 %
TOTAL CI (TTLC)	1 200	3,45 %	-29,41 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	31,52	0,54 %	-16,30 %	26 514	38 567 370	59,05
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	341,37	-1,41 %	-31,09 %	13 826	146 024 310	7,50
BRVM - FINANCES	15	51,84	0,99 %	-15,00 %	11 042	26 730 650	5,85
BRVM - TRANSPORT	2	310,68	-0,38 %	-15,29 %	110	139 150	7,33
BRVM - AGRICULTURE	5	69,06	0,29 %	-19,59 %	4 729	8 420 300	6,64
BRVM - DISTRIBUTION	7	193,43	0,70 %	-23,62 %	847	855 075	11,97
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	320,81	0,00 %	6,12 %	0	0	4,04
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,47	
Taux de rendement moyen du marché	10,42	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,77	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	233 524,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	618 193 413,35	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 548 234 001 074	-0,07 %
Volume échangé	118	-85,23 %
Valeur transigée (FCFA)	1 162 000	-84,65 %
Nombre de titres transigés	5	66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 310	-5,42 %	-15,21 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	800	-3,61 %	-36,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 805	-1,58 %	3,70 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 785	-1,56 %	-8,80 %
SICABLE CI (CABC)	985	-1,50 %	56,35 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,67	
Ratio moyen de satisfaction	28,77	
Ratio moyen de tendance	1 717,85	
Ratio moyen de couverture	5,82	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,56	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél : (228) 21 91 21 26
Fax : (228) 21 91 20 77

BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77

GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau
Avenue Pádua Salazar
C.P. 60 Bissau
Tél : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02

MALI
Immeuble SONAPRE, ACI 2001 Hamdallaye
B.P. 6 1346 - Bamako
Tél : (223) 44 90 16 10
Fax : (223) 44 90 16 11

NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la coopération
BP 15 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 62
Fax : (227) 20 73 66 47

SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08

TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél : (228) 22 49 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU TOGO

N°170 du Jeudi 22 Octobre 2020

Europe

Le plan de relance européen doit «irriguer l'économie réelle»

La présidente de la banque centrale européenne s'est livrée sur les perspectives à court et moyen termes de l'économie européenne assommée par la pandémie.



«Il est crucial» pour le relèvement de la zone euro que le plan de relance européen, doté de 750 milliards d'euros (805 milliards de francs), «soit un succès» et l'objectif de verser l'argent début 2021 «doit absolument être tenu», a mis en garde la présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde. «S'il n'est pas ciblé, s'il se perd dans des dédales administratifs et n'irrigue pas l'économie réelle pour orienter nos pays vers le numérique et le vert, nous aurons raté une occasion historique de changer la donne», a-t-elle déclaré dans un entretien au Monde paru en ligne ce lundi, alors que les négociations sur ce plan exceptionnel achoppent au Parlement européen sur la question de soumettre le versement de l'argent au respect de l'Etat de droit. Or, les négociations sur ce plan exceptionnel de 750 milliards d'euros, adopté en juillet par les Vingt-Sept pour aider les Etats membres à faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire, achoppent. Les eurodéputés exigent un mécanisme dissuasif pour conditionner les subventions européennes au respect de l'Etat de droit, auquel s'opposent la Pologne et la Hongrie, ce qui bloque tout le processus.

Objectif début 2021

Interrogée sur le risque que ces 750 milliards d'euros soient distribués «trop tard», la présidente de la Banque centrale européenne a répondu: «l'objectif de la Commission est de pouvoir les verser début 2021 et il doit absolument être tenu». «La balle est dans le camp des Etats, qui doivent présenter leurs plans de relance – certains sont déjà prêts –, et de la Commission, qui devra les passer au crible rapidement. Les responsables politiques devront aussi aller vite, notamment

les parlements nationaux pour adopter les dispositifs». «Il est crucial que ce plan exceptionnel, qui a levé d'importants tabous dans certains pays, soit un succès», a-t-elle insisté. Dans le même esprit, le président français Emmanuel Macron a appelé vendredi, à l'issue du sommet des Vingt-Sept à Bruxelles, à faire preuve «d'esprit de compromis» pour débloquent les négociations sur le budget européen, auquel est adossé le plan de relance. Car, faute de «petit pas» de la part des Etats, les négociations sont «au point mort», a reconnu jeudi le président du Parlement européen, l'Italien David Sassoli.

Un million d'emplois sauvés

«La deuxième vague épidémique en Europe, notamment en France, et les nouvelles mesures de restrictions qui l'accompagnent (...) pèsent sur la reprise», a prévenu Christine Lagarde. La BCE prévoit pour le moment une chute du PIB de 8% en zone euro en 2020, mais «si la situation se détériore, cela noircira évidemment nos prévisions», qui seront revues en décembre, a-t-elle reconnu. Toutefois, l'institution basée à Francfort n'a pas dit son dernier mot. «S'il faut faire plus, nous ferons plus», a assuré la Française, laissant entendre que le plan d'urgence face à la pandémie (PEPP), qui consiste pour la BCE à racheter les dettes des Etats à l'échéance et leur permettre ainsi de financer leurs coûteux plans de relance, pourrait bénéficier d'une nouvelle rallonge en décembre. Initialement de 750 milliards d'euros en mars, son montant a été porté à 1.350 milliards en juin. Un plan qui, d'après les calculs de la BCE, a généré «l'équivalent de 1,3 point de crois-

sance» et «sauvé un million d'emplois dans la zone euro», a précisé Christine Lagarde. Tout en maintenant les taux auxquels empruntent les ménages et les entreprises à un niveau très bas, soit «autour de 1,4%-1,5%». Autre avancée majeure par rapport à la crise de 2008, les banques centrales ne sont plus «seules à la manoeuvre»: «le soutien budgétaire» (c'est-à-dire le plan de relance européen) marche désormais «main dans la main avec le soutien monétaire». En espérant, selon la grande argentière, que cette crise permettra d'avancer sur la mise en place d'un «outil budgétaire commun propre à la zone euro». (AFPE)

American Airlines

Faire voler des Boeing 737 MAX avant fin 2020

American Airlines prévoit de remettre en service ses Boeing 737 MAX pour des vols commerciaux d'ici la fin de l'année si l'administration fédérale de l'aviation (FAA) aux Etats-Unis accorde une nouvelle autorisation de vol à cet appareil, a-t-elle annoncé dimanche.

La compagnie américaine compte effectuer une liaison quotidienne entre Miami et New York à l'aide du 737 MAX entre le 29 décembre et le 4 janvier, les réservations étant ouvertes à partir du

High Tech

La France taxera les géants de la tech dès décembre

La France va taxer les géants de la tech en décembre, après l'échec des négociations à l'OCDE, a confirmé dimanche le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur France 3.



«Nous avons suspendu la perception de la taxe le temps que la négociation de l'OCDE aboutisse. Cette négociation a échoué, nous percevrons donc une taxe sur les géants du digital en décembre prochain», a-t-il dit, lors de l'émission Dimanche en Politique. «La France doit être fière d'être l'un des premiers pays en Europe, avec l'Espagne, avec l'Italie, avec l'Autriche à percevoir une taxation juste sur les gens du digital, dont je rappelle qu'ils sont les seuls vainqueurs de cette crise», a souligné le ministre. Lundi dernier, les 137 pays négociant sous l'égide de l'OCDE ont échoué à trouver un

accord pour que les grandes entreprises du numérique "paient leur juste part d'impôt". Si l'OCDE est confiante d'aboutir d'ici la mi-2021, son secrétaire général Angel Gurría a prédit, en cas d'échec définitif, "une multiplication des actions unilatérales, des mesures de représailles", et in fine, une nouvelle "guerre commerciale".

Une partie infime des impôts reversée en France

Ces nouvelles règles fiscales, en plus de pacifier les relations économiques internationales, pourraient rapporter 200 milliards de dollars par

an, bienvenus alors que la pandémie a "creusé les déficits" publics, avait fait valoir M. Gurría lors d'une conférence de presse. En face, les géants du numérique ont "tiré profit" de la numérisation de l'économie, accélérée par les diverses mesures de confinement dans le monde. A titre d'exemple, Facebook a réalisé un chiffre d'affaires de près de 70 milliards de dollars en 2019, mais a payé 8,46 millions d'euros d'impôt sur les sociétés en France en 2019. Une partie infime des 6,3 milliards d'impôts acquittés par le groupe, essentiellement aux Etats-Unis

(avec AFP)

France

Plus de 60 vendeurs créent un marché de Noël virtuel

Pour que l'esprit de Noël perdure malgré la crise sanitaire et que les artisans puissent subsister, une Bretonne a trouvé une recette prometteuse.

Une chose est sûre, cette année, Noël n'aura pas la même saveur. Les Français, sous couvre-feu depuis samedi soir s'en doutent bien. Les fêtes de fin d'année habituellement ponctuées d'événements traditionnels comme le marché de Noël vont prendre un autre tournant avec les restrictions anti-covid. Françoise Quéré – Le Guyader,

une jeune maman Bretonne vient tout juste de se lancer comme vendeuse indépendante pour la marque de jouets Oika Oika. Peu avant le confinement. La Française a alors lancé l'idée de fédérer les artisans pour créer un marché de Noël virtuel via les réseaux sociaux.

Soutenir les petits

commerçants

L'idée a ravi plus de 60 vendeurs qui se sont joints à son projet pour proposer leurs œuvres et produits en ligne. Comme le souligne le journal de Vitry, la vendeuse s'étonne et se réjouit du succès de son initiative. «Le but est de gagner en visibilité et de rappeler aux gens qu'il faut soutenir les petites entreprises et les favoriser par rap-



port aux grosses enseignes», a-t-elle confié au média local.

Lematin.ch

BIDC en deuil

Décès du président sortant Bashir Mamman IFO

Bashir Mamman IFO, le Président sortant de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est décédé à l'âge de 61 ans à Lomé le 20 octobre 2020 des suites d'une brève maladie.

LOME, TOGO - 21 octobre 2020,

Communiqué de presse : Avis de décès

Le président sortant de la BIDC est décédé.

M. Bashir Mamman IFO, le Président sortant de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est décédé à l'âge de 61 ans à Lomé le 20 octobre 2020 des suites d'une brève maladie.

Il a rejoint la Banque en tant que Chef de la Division des opérations financières de l'ancien Fonds de la CEDEAO.

Au cours de sa carrière à la Banque, M. IFO a occupé divers postes, notamment en tant que Directeur de la trésorerie (Fonds de la CEDEAO), Directeur des finances de la Banque régionale d'investissement de la CEDEAO (BRIC), Directeur général par intérim de la BRIC et Vice-président chargé des finances et des services institutionnels (BIDC).

Il a été nommé Président de la BIDC le 11 octobre 2011 et est resté en fonction jusqu'à son départ à la retraite en janvier 2020.

M. IFO a siégé au sein de divers conseils d'administration à l'échelle internationale et locale et a reçu de nombreuses distinctions pour ses

contributions dans les domaines de l'éducation, de l'investissement, des finances et du développement.

Un livre de condoléances est ouvert en son honneur au siège de la BIDC à Lomé.

A PROPOS DE LA BIDC



La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est le bras financier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui regroupe quinze (15) États membres, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Le siège de la BIDC est à Lomé, en République du Togo.

HOROSCOPE *finance*

Bélier Quelques inquiétudes si vous avez vidé votre compte en banque. Avec l'aide de Saturne, vous parviendrez à retrouver l'équilibre ; alors, ne laissez pas vos problèmes pécuniaires actuels vous plonger dans l'insomnie. Mais si vous continuez à dépenser sans compter, vous ne vous en sortirez sûrement pas !

Taureau Vous serez favorisé financièrement. Sans aller jusqu'à vous assurer un pactole, les astres vous permettront de vivre sans souci. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

Gémeaux Les zones d'argent de votre Ciel ne seront touchées par aucune influence céleste. Voilà qui vous mettra à l'abri des mauvaises surprises. En contrepartie, cette indifférence du Ciel à l'égard de vos finances ne laisse pas présager d'amélioration notable : inutile, donc, de rêver que vous allez avoir des rentrées d'argent inattendues ou qu'une prime quelconque vous tombe dans le bec !

Cancer Vous devrez subir l'influence pesante de la Lune. Tâchez de bien gérer vos dépenses, d'autant qu'il y aura un risque de mauvaises surprises financières. Une somme sur laquelle vous comptiez pourrait être moins importante que prévue ou tarder à vous parvenir. Si vous envisagiez de faire un voyage, vous serez contraint de le remettre. Mais pour éviter d'aggraver votre situation, ce sera la seule solution !

Lion Uranus formera quelques aspects négatifs. Il pourra donc provoquer quelques mauvaises surprises dans le domaine financier. Pour être sûr de vous en sortir, conservez des économies suffisantes et ne prenez aucune décision pécuniaire risquée.

Vierge Ne vous lancez pas ce jour dans des opérations financières trop audacieuses : les influx n'y seront pas favorables. Au lieu de n'en faire qu'à votre tête, écoutez plutôt les conseils avisés de certains de vos proches.

Balance Grâce à votre enthousiasme et à votre optimisme, bien soutenus par l'ambiance astrale à domination martienne, vous réussirez à mener à bien des projets que beaucoup de gens autour de vous croyaient irréalisables. Méfiez-vous des envieux, qui pourraient vous nuire en exploitant votre sensibilité à la flatterie.

Scorpion Vous aurez l'occasion de prendre des initiatives qui se révéleront lucratives, favorisant ainsi l'accroissement de vos résultats financiers. Il ne serait pas exagéré de dire que votre situation sera prospère.

Sagittaire Le Soleil formera de très belles configurations. Mais ne comptez tout de même pas sur lui pour vous accorder une journée de chance financière exceptionnelle. L'astre du jour se contentera de vous gratifier d'une journée de plus grande chance : une rentrée surprise est possible, un petit gain au jeu, ou encore une prime quelconque ou une prime imprévues.

Capricorne Vous bénéficierez d'une certaine chance financière ou, à tout le moins, vous n'aurez pas de difficulté pécuniaire à redouter. Mais méfiez-vous de l'influence de Saturne : essayez de garder quelques économies sur votre compte en banque, cela vous rendra service bientôt.

Verseau Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Etudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Poissons Gérez sagement votre budget, et tout ira bien. Les astres n'auront pratiquement aucune influence sur votre équilibre financier cette fois. Vous voilà donc à l'abri des difficultés imprévues qu'auraient pu provoquer des planètes négatives. En revanche, vous ne pourrez pas non plus compter sur le soutien providentiel d'astres bénéfiques.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



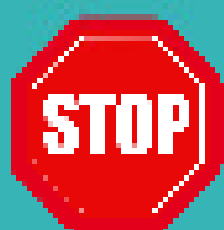
LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seutogo@gmail.com Lomé

Prévention des conflits

Des jeunes leaders d'Associations formés par WANEP-Togo
L'Association des Jeunes pour le Devoir Citoyen (AJDC) était en formation le mardi 20 octobre au siège de WANEP-Togo. Au total, 15 jeunes leaders d'Association ont pris part à cette session de formation animée par M. Seyram ADIAKPO, Chef projet à WANEP-Togo, sur le thème « Rôle des organisations des jeunes dans la prévention des conflits.»



Cette formation a pour objectif de renforcer la capacité des jeunes en matière de prévention des conflits et pour la promotion de la paix. « Les jeunes responsables d'association ont été formés ce matin sur les conflits, les causes de conflits et les techniques de prévention des conflits. A leur tour, ils iront sensibiliser et former leur base dans leurs communautés et associations respectives pour la promotion de la paix dans notre pays », a expliqué M. koffi Atsou Agbéssi DJOKA, le Président de l'AJDC. Même son de cloche chez M. Seyram ADIAKPO, Chef projet OCB à WANEP-Togo : « Ce renforcement de capacités s'inscrit dans le travail habituel de WANEP-Togo, qui

consiste à amener les différents acteurs à s'impliquer dans leurs communautés pour l'édification de la paix. Mais pour atteindre cela, il faut que les jeunes responsables éduquent et sensibilisent. Le jeune a sa place dans la consolidation de la paix, comme l'indique la Résolution 2250 des Nations Unies. Par conséquent, il faut faire du jeune le messager de paix dans sa communauté ».

Education à Paix, cheval de bataille de WANEP Togo

Depuis sa création en 2002, WANEP-Togo a toujours encouragé, par ses actions multiformes, à un changement de comportement au sein de la jeunesse en faveur de la non-violence

et de la culture de la paix à travers son Programme Jeunesse et Education à la Paix. Hormis les enfants et les jeunes, l'éducation à la paix dispensée par WANEP-Togo touche également les femmes et hommes, les acteurs politiques, les décideurs, les conducteurs de taximoto, les leaders religieux, les leaders traditionnels etc. « Nous restons convaincus que le travail d'éducation et de sensibilisation des acteurs sur la thématique de l'édification de la paix reste la clé. Une société où tous les acteurs s'investissent pour la paix ne peut que produire des résultats significatifs et bénéfiques pour la cohésion sociale et le développement », a conclu M. ADIAKPO.

Avec WANEP-Togo



Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Médias

L'OTM en congrès électif ce vendredi
L'Observatoire togolais des médias (OTM) va bientôt renouveler son bureau. Un congrès électif est prévu ce vendredi 23 prochain.

Les responsables des organisations professionnelles de presse seront en Assemblée générale élective ce vendredi à Lomé. Et ce, conformément à la proposition du Conseil Général Consultatif (CGC). Ils vont renouveler le bureau exécutif de l'Observatoire togolais des médias. Cette instance qui constitue une autorité morale dans le secteur des médias a pour objectif de défendre la liberté de presse, faire respecter le code de déontologie des journalistes du Togo et faire protéger le droit public à une information libre, complète, honnête



et exacte. L'OTM œuvre également pour la confraternité et sanctionne les violations par les médias des disposi-

tions du code de déontologie des journalistes du Togo.

Avec iciLome

Droits économiques

La CNDH en sensibilisation à Dapaong
Mercredi 21 octobre dans la ville de Dapaong. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sensibilise sur l'importance des droits économiques, sociaux et culturels (DESC).

La jouissance des « droits économiques, sociaux et culturels comme facteurs de consolidation de la paix » est le thème autour duquel se déroule la journée de sensibilisation à laquelle ont participé les chefs traditionnels, les responsables villageois de développement et des comités de développement de quartiers, les membres des comités locaux de paix, des organisations de la société civile et des organisations de défense des droits humains, entre autres. Dosseh Sohey, commissaire à la Commission nationale des droits de l'homme, représentant Mme Nakpa Polo, la patronne de l'institution, a souligné, dans son discours de la circonstance, que « Très peu de sensibilisations sont faites sur les DESC ou droits de deuxième génération qui englobent à la fois le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit au travail, le droit à l'alimentation, le droit à l'eau, le droit



au logement, etc. » « Ces droits ont été pendant longtemps occultés au profit des droits civils et politiques, qui font très souvent l'objet d'une attention particulière donnant ainsi l'impression qu'ils sont plus importants que les DESC », a-t-il insisté, ajoutant que « les DESC sont au cœur du développement de tout pays, car il ne peut y avoir ni développement, ni développement durable sans leur prise en compte ». Eso Prénèwè, le Secrétaire général de la préfecture de Tône, présent également à la cérémonie d'ouverture des travaux, a renchéri dans son mot

de bienvenue : « La pandémie de la Covid-19 à laquelle notre pays fait face depuis mars 2020 est certes un défi sanitaire, mais au-delà ; elle menace de remettre en cause les acquis économiques et sociaux et de faire rebasculer bon nombre de populations dans la pauvreté ; constituant de facto une grande menace pour la paix et la cohésion sociale ». Une communication suivie de la présentation de la CNDH et ses missions ont fait place aux questions-réponses, des échanges sur fond des conséquences de la Covid-19 sur les jouissances des DESC.

Avec iciLome

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR